

Communiqué de presse

Glyphosate : après le nouvel avis de l'EFSA, 33 organisations exigent que la France défende la fin du glyphosate cette année

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a rendu aujourd'hui [son nouvel avis](#) très attendu sur les risques du glyphosate. Cette évaluation doit permettre à la Commission européenne et aux Etats membres de l'UE de décider ou non de la ré-autorisation du glyphosate, substance active du célèbre Roundup de Monsanto-Bayer, pesticide le plus vendu au monde, d'ici la fin de l'année. Une trentaine d'organisations de la société civile mobilisée depuis des années sur ce sujet, avec [plus d'un demi-million de citoyen·nes via leur pétition commune](#), exigent que la France joue un rôle moteur et sans ambiguïté pour faire interdire en 2023 le glyphosate en Europe. Alors que des doutes subsistent sur la position que portera la France au niveau européen, il est urgent d'en finir avec cette substance classée « cancérogène probable » pour l'homme par le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC/ONU).

Paris, le 6 juillet 2023. La très attendue évaluation de l'Autorité européenne de sécurité des aliments « de l'impact du glyphosate sur la santé humaine, les animaux et l'environnement. n'a pas permis d'identifier de domaines critiques », informe l'EFSA. Cependant, « les conclusions de l'EFSA font état de certaines lacunes dans les données (...) que la Commission européenne et les États membres devront prendre en considération lors de la prochaine étape de la procédure de renouvellement de l'autorisation. Parmi les questions qui n'ont pas pu être finalisées figurent l'évaluation d'une des impuretés du glyphosate, l'évaluation des risques alimentaires pour les consommateurs et l'évaluation des risques pour les plantes aquatiques ».

Cet avis va maintenant permettre aux Etats membres de l'Union européenne de décider du sort du glyphosate d'ici la fin de l'année. L'enjeu est énorme et porte sur une ré-autorisation (ou non) pour 15 ans.

Alors que le président Macron s'était engagé à sortir du glyphosate en France « au plus tard » début 2021, il n'a pas tenu cette promesse. Au niveau européen, la substance active déclarée du Roundup de Monsanto-Bayer avait été ré-autorisée pour 5 ans fin 2017, malgré de nombreux scandales : Monsanto papers, manipulation de données scientifiques, dissimulation d'informations aux autorités, rémunération de spécialistes pour rédiger des tribunes et études scientifiques favorables (ghostwriting), opération de propagande, menaces et intimidation de scientifiques et d'organisations publiques chargées d'étudier le cancer, procès outre-Atlantique, fichage illégal.

Fortes d'une mobilisation d'un demi-million de citoyen·nes en France et d'une initiative citoyenne européenne réunissant le million de signataires nécessaires, les organisations exigent aujourd'hui que la France défende l'interdiction du glyphosate en Europe en 2023. Pour ces organisations de la société civile : « Compte tenu des risques largement documentés pour l'environnement et la santé

humaine, il est plus qu'urgent d'appliquer le principe de précaution inscrit dans les textes européens et la Constitution française pour en finir avec le glyphosate et amorcer enfin une vraie transition agricole et alimentaire ».

La coalition d'une trentaine d'organisations de la société s'appuie pour cela sur de récentes études scientifiques accablantes :

- Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), une agence de l'Organisation mondiale de la santé (ONU) a classé le glyphosate comme « cancérogène probable » pour l'homme en 2015. Pour le CIRC, le glyphosate génère un stress oxydant et est génotoxique.
- Des données scientifiques attestent également du potentiel génotoxique du glyphosate - dans son analyse de 2021, l'INSERM affirme qu'«une analyse des études toxicologiques montre que les essais de mutagénicité sur le glyphosate sont plutôt négatifs, alors que les essais de génotoxicité sont plutôt positifs, ce qui est cohérent avec l'induction d'un stress oxydant.»
- L'INRAE, dans une étude de mai 2023 portant sur la pollution des sols par les pesticides, démontre que « les molécules les plus fréquemment détectées sont le glyphosate et l'AMPA, son métabolite principal, présents dans 70 % et 8 3% des sols prélevés »
- L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a alerté en 2022 sur les conséquences du glyphosate sur plusieurs générations de truites, suggérant un effet perturbateur endocrinien.
- L'EFSA a identifié des risques pour les espèces vertébrées non ciblées suite à l'exposition aux produits à base de glyphosate en 2015.
- L'Inserm a souligné en 2021 que « le glyphosate peut présenter des propriétés de perturbation endocrinienne qui ont un impact sur la fonction de reproduction ». Ces propriétés ont été mises en évidence dans plusieurs études ([ici](#) et [ici](#)) faisant le lien entre une exposition durant la grossesse et la hausse des naissances prématurées, un faible poids à la naissance et le développement anormal des organes reproductifs des nourrissons.
- L'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) a, elle, souligné la toxicité chronique de la substance sur les espèces aquatiques en 2022.

Dans une lettre remise ce 5 juillet à la première ministre, nos organisations rappellent tous les effets néfastes avérés de cet herbicide, les raisons pour lesquelles la France et plus largement l'UE ne devrait pas autoriser cette substance toxique.

Signataires :

Agir pour l'environnement, Alerte des Médecins sur les Pesticides, Amis de la Terre, Attac France, Bio Consom'acteurs, Bloom, Cantine sans plastique France, CCFD-Terre-Solidaire, Commerce équitable France, Confédération paysanne, Ekō, FNAB, Fondation pour la Nature et l'Homme, foodwatch France, France Nature Environnement, Générations Futures, Greenpeace France, Ingénieurs sans frontières agriSTA, Institut Veblen, Justice Pesticides, Ligue des droits de l'Homme, Noé, Notre affaire à tous, Réseau Action Climat, Réseau Environnement Santé, RESOLIS, Secrets Toxiques, SOL, Terre & Humanisme, Terre d'abeilles, Union Nationale de l'Apiculture Française, Vrac, WECF France, WeMove Europe.

Sources

- Glyphosate: no critical areas of concern; data gaps identified, 6 juillet, EFSA <https://www.efsa.europa.eu/en/news/glyphosate-no-critical-areas-concern-data-gaps-identified>
- Lettre des organisations à la première ministre, 5 juillet 2023 https://www.foodwatch.org/fileadmin/-FR/Documents/Lettre_gouvernement-coalition-glyphosate-5-juillet-2023.pdf
- Pétition de la coalition d'une trentaine d'organisations « En finir avec le glyphosate en Europe... enfin ! » <https://www.foodwatch.org/fr/sinformer/nos-campagnes/alimentation-et-sante/pesticides/petition-pour-interdiction-du-glyphosate-en-europe-en-2022>
- Initiative citoyenne européenne - Interdire le glyphosate et protéger la population et l'environnement contre les pesticides toxiques - https://europa.eu/citizens-initiative/initiatives/details/2017/000002/ban-glyphosate-and-protect-people-and-environment-toxic-pesticides_fr
- CIRC (Centre International de Recherche pour le Cancer), 2015 <https://www.iarc.who.int/featured-news/media-centre-iarc-news-glyphosate/>
- Inserm, Expertise collective Inserm « Pesticides et effets sur la santé : Nouvelles données », 2021 <https://presse.inserm.fr/publication-de-lexpertise-collective-inserm-pesticides-et-effets-sur-la-sante-nouvelles-donnees/43303/>
- Le Comité d'évaluation du risque de l'ECHA, 2022 (ECHA 2022 Opinion, harmonised classification and labelling at EU level of glyphosate: "*classifications for glyphosate as a substance that causes serious eye damage and is toxic to aquatic life with long lasting effects should be retained*") <https://echa.europa.eu/fr/-/glyphosate-no-change-proposed-to-hazard-classification>
- INRAE, « Persistance des résidus de pesticides dans les sols : intérêt d'une surveillance nationale », 2023 <https://www.inrae.fr/actualites/persistence-residus-pesticides-sols-interet-dune-surveillance-nationale>
- Génotoxicité <https://www.generations-futures.fr/publications/episode-4-glyphosate-genetoxique/>

Contacts presse

Générations Futures Nadine Lauerjat - nadine@generations-futures.fr - 06 87 56 27 54

foodwatch - Ingrid Kragl - ingrid.kragl@foodwatch.fr - 06 01 23 12 46